



REVISION ALLEGEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LOIRE- LONGUE

INTEGRATION DE L'INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

	Prescription	Arrêt	Approbation
Révision allégée n°1	6 avril 2023	7 décembre 2023	

RENNES (siège social)

Parc d'activités d'Apigné
1 rue des Cormiers - BP 95101
35651 LE RHEU Cedex
Tél : 02 99 14 55 70
Fax : 02 99 14 55 67
rennes@ouestam.fr

NANTES

5 BD Ampère
44470 Carquefou
Tel : 02 40 94 92 40
Fax : 02 40 63 03 93
nantes@ouestam.fr

Procédure





CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 AVRIL 2023

DELIBERATION N° 2023-031-DC

Le six avril deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le 30 mars deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Président, Jackie GOULET (sauf 021)

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (Présidence pour 021), Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Éric MOUSSERION, Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET (de 019 à 032), Alain BOURDIN, Loïc BIDAULT (de 019 à 028)

Conseillers, Didier ROUSSEAU, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF (à partir de 021), Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Benoît LEDOUX, , Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE (de 019 à 028), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, , Michel DELPHIN, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, François BREE, Patricia COCHET, Éric POEHR, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFEBVRE, Nicole PEHU, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Arlette BOURDIER, Bertrand CHANDOUINEAU, Bernard HENRY

Béatrice LEVEQUE Suppléante Yves BOUCHER

Absent (s) / Excusé(s) :

Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Yves BOUCHER, Gérard POLICE, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Emmanuel BRAULT, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Nathalie LIEBAULT, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAGOURDEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Rodolphe MIRANDE à Éric MOUSSERION, Grégory PIERRE à Thomas GUILMET, Marc BONNIN à Claudie MARCHAND, Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Pierre-Yves DOUET à Béatrice BERTRAND (de 033 à 036), Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA (de 029 à 035), Gérard POLICE à Christian RUAAULT de (019 à 031), Olivier DESCHARD à Jacqueline TARDIVEL, Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE Jean-François MIGLIERINA à Sandrine LION, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Laurence CAILLEAU à Bruno CHEPTOU, Noël NERON à Marc-Antoine NERON, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Astrid LELIEVRE, Gaëlle FAURE à Géraldine LE COZ, Patricia VILLARME à Bertrand CHANDOUINEAU

Secrétaire de séance : Frédéric MORTIER

	DC 019 à 020	DC 021	DC 022 à 028	DC 029	DC 030 à 031	DC 032	DC 033 à 035	DC 036
Membres en exercice	80	80	80	80	80	80	80	80
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	56	56	57	55	54	53	50	48
Absents - Excusés	24	24	23	25	26	27	28	30
Pouvoirs	16	16	16	17	17	16	17	16
Votants	72	72	73	72	71	69	67	64

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUi) LOIRE-LONGUE – REVISION ALLEE N°1 - PRESCRIPTION, OBJECTIFS ET MODALITES DE CONCERTATION

Le contexte de la prescription et ses objectifs

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Loire-Longue a été approuvé par le Conseil Communautaire du 29 juin 2021. En février 2023, les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°1 ont été actées. Cette procédure a pour but de corriger des erreurs matérielles.

Réalisé en 2021 et en 2022, l'inventaire des zones humides a identifié 2 313 ha de zones humides sur le territoire communautaire qu'il convient d'intégrer dans les réflexions d'aménagement et dans le PLUi en cohérence avec les objectifs du SAGE Authion, en substitution aux données de pré-localisation figurant dans le document d'urbanisme.

Dans le cas du PLUi Loire-Longué, cet inventaire conduit, tout en étendant la protection zone humide sur certains secteurs, à requière cette protection sur certains endroits. En outre, le report de l'inventaire des zones humides en substitution à la donnée de pré-localisation ne porte pas atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables (PADD). Il a donc été décidé de demander la prescription de la révision allégée n°1 du PLUi Loire-Longué sur ce sujet unique (article L.153-34 du Code de l'Urbanisme). Ainsi, il est proposé de poursuivre les objectifs suivants :

- Intégrer l'inventaire des zones humides dans le PLUi ;
- Mettre en œuvre les dispositions réglementaires adaptées en vue de leur protection.

En application de l'article R.104-11 du Code de l'Urbanisme portant sur les conditions d'une évaluation environnement systématique et la saisie au cas-par-cas, la procédure de révision allégée visant à renforcer une protection sera soumise à un examen au cas-par-cas ad hoc.

Les modalités de concertation

Une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme révisé, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées est obligatoire. Afin de mener le projet de Révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Loire-Longué de manière concertée tout au long de son élaboration, conformément aux articles L. 103-2 à L. 103-6 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de mettre en œuvre des modalités de concertation selon des moyens adaptés, au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, ainsi que du contexte local.

Dans ce cadre, les modalités de concertation suivantes sont proposées :

- MOYENS D'INFORMATION RETENUS POUR TOUTE LA DUREE DE LA CONCERTATION :
 - Un dossier de concertation présentant les objets du projet de Révision allégée et alimenté au fur et à mesure de l'avancée des études sera mis à disposition du public :
 - À la Communauté d'Agglomération (version papier) et consultable aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - dans les Mairies du secteur "Loire-Longué" (version papier) et consultable aux jours et heures habituels d'ouverture de ces dernières ;
 - sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération (<https://www.saumurvaldeloire.fr/>).
- MOYENS DE COLLECTE DES OBSERVATIONS RETENUS POUR TOUTE LA DUREE DE LA CONCERTATION :
 - Observations « papier » : un registre disponible à la Communauté d'Agglomération et dans les mairies du secteur "Loire-Longué" sera associé à la notice de concertation (version papier), permettant au public de faire part de ses observations (observations « papier ») aux jours et heures habituels d'ouverture de la Communauté d'agglomération et dans les mairies du secteur "Loire-Longué" ;
 - Il sera également possible de transmettre ses observations par courrier postal à Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération au 11 rue Maréchal LECLERC - CS54030 - 49408 Saumur Cedex, avec comme objet de courrier "Concertation - Révision allégée du PLUi Loire-Longué" ;
 - Observations « numériques » : l'adresse mail suivante permettra au public de faire part de ses observations au format numérique : urbanisme@saumurvaldeloire.fr, avec comme objet de mail « Concertation – Révision allégée du PLUi Loire-Longué ».

A l'issue de cette concertation, le Conseil communautaire en tirera le bilan par délibération.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Arrêté préfectoral n° SP Saumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-34, R. 153-20 et R. 153-21 et ses articles R. 123-1 à R. 123-14, dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal Loire-Longué approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 29 juin 2021 ;

Considérant l'exposé de la nécessité d'une prescription de la révision allégée n°1 et les modalités de concertation présentées ci-avant,

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE PRESCRIRE** la révision du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Loire-Longué, selon la procédure allégée prévue par l'article L. 153-34 du Code de l'Urbanisme ;
- **DE DEFINIR** les objectifs poursuivis par l'agglomération ci-avant ;
- **DE DEFINIR** les modalités de concertation présentées ci-avant ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout contrat, avenant, convention concernant la révision du plan local d'urbanisme et à solliciter une dotation de l'État pour les dépenses liées à la révision du plan, conformément à l'article L. 132-15 du code de l'urbanisme.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 71

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :



Jackie GOULET CLAISSE



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale
PAYS DE LA LOIRE

Avis conforme
sur le projet de révision allégée n°1
du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire
Portant sur le secteur de Loire-Longué (49)

N°MRAe PDL-2023-7258

Avis conforme

rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La Mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) pour les Pays de la Loire ;

- Vu** la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;
- Vu** le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, notamment son article 18 ;
- Vu** le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;
- Vu** les arrêtés du 6 avril 2021 et du 19 juillet 2023 du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Pays de la Loire et de son président ;
- Vu** le règlement intérieur de la Mission régionale d'autorité environnementale Pays de la Loire adopté le 10 septembre 2020 ;
- Vu** la décision de la MRAe Pays de la Loire du 18 novembre 2022 portant exercice de délégation ;
- Vu** la saisine de la MRAe réceptionnée le 9 août 2023 relative à la révision allégée du PLUi de Loire-Longué présentée par la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, en application des articles R.104-33 deuxième alinéa à R.104-35 du code de l'urbanisme ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 10 août 2023 ;
- Vu** la consultation des membres de la MRAe Pays de la Loire faite par son président le 26 septembre 2023 ;

Considérant les caractéristiques du projet de révision allégée n°1 du PLUi de Loire-Longué:

- le territoire de l'ancienne communauté de communes de Loire-Longué est située en partie nord de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, entité avec laquelle elle a fusionné en 2017 et qui bénéficie désormais de la compétence en matière d'urbanisme.
- Le territoire de Loire-Longué regroupe les neuf communes suivantes : Blou, Courléon, La Lande-Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherme, Saint-Clément-des-Levées, Saint-Philbert-du-Peuple, Vernantes, Vernoil-le-Fourrier. Il compte 14 482 habitants (INSEE 2020) soit 15 % de la population de l'agglomération. Il se situe sur le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Grand Saumurois, approuvé le 23 mars 2017 et son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) a été approuvé le 29 juin 2021. Ce PLUi a fait l'objet d'une évaluation environnementale et d'un avis de l'autorité environnementale produit en septembre 2020 sous le numéro 2020-4774¹.
- la présente révision allégée n°1 porte sur l'actualisation et la fiabilisation des superficies classées en zones humides au niveau du PLUi par l'intégration de l'inventaire des zones humides réalisé en 2019 sur les neuf communes qui constituent le territoire de Loire-Longué, soit la protection d'environ 339 hectares de zones humides supplémentaires. Ce qui se traduit par :
 - l'ajout de 322 hectares correspondant à la prise en compte des zones drainées à hydromorphie fossile (ZDHF)², qui constituent des zones humides effectives et viennent compléter 1 948 hectares de zones humides effectives (ZHE);

1 [Avis n°2020-4774 de la MRAe des Pays de la Loire](#)

2 Zones ayant perdu leur caractère humide suite à un drainage

- l'exclusion d'un secteur de 60 hectares initialement tramé en zone humide à Saint-Clément-des-Levées, non identifié comme humide dans l'actualisation de 2019, une partie du secteur correspondant effectivement au lit de la Loire ;
- la mise en concordance du périmètre de la zone Uya de l'Actiparc de Jumelles, soit le reclassement de près de 6 hectares en zone naturelle N ;
- l'exclusion de certains secteurs initialement retenus en tant que zones humides (partie d'une zone 2AU et deux zones 1AU à Vernoil-le-Fournier, partie des zones Ngv et NL à Longue-Jumelles, une zone 1AU à Vernantes) ;
- la modification des règlements écrit et graphique afin d'intégrer les évolutions envisagées ;
- la reprise par le rapport de présentation des enjeux en matière de zones humides sur deux secteurs classés en zone NL (zone naturelle liée aux espaces de loisirs), projet de parc de loisirs au niveau de la carrière de Youis à Longué-Jumelles et d'un secteur d'étangs à Mouliherne ;

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées et les incidences potentielles de l'évolution envisagée sur l'environnement et la santé humaine, en particulier :

- le territoire de l'ancienne communauté de communes de Loire-Longué dispose d'un patrimoine naturel riche dont :
 - deux sites Natura 2000 (ZPS Lac de Rillé et forêts voisines d'Anjou et de Touraine, ZSC et ZPS Vallée de la Loire des Ponts-de-Cé à Montsoreau) qui couvrent 17,4 % de la superficie du territoire ;
 - vingt-trois zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) (quinze ZNIEFF de type 1 et huit ZNIEFF de type 2) qui au total couvrent 28,3 % de la superficie du territoire ;

l'ambition de préservation des zones humides portée par la révision allégée n°1 contribue ainsi à la préservation des fonctionnalités écologiques de ces sites, au maintien d'habitats humides favorables à certaines espèces, à la limitation du déséquilibre hydraulique des cours d'eau ainsi qu'à la valorisation des milieux et à la qualité de la ressource en eau ;

- le dossier présente une partie spécifique justifiant de la compatibilité du projet avec le SCoT du Grand Saumurois, notamment avec les objectifs de protection des milieux naturels humides et les abords des cours d'eau (TVB, meilleure connaissance en termes de zones humides, mise en place de disposition particulière interdisant l'aménagement des zones humides, hiérarchisation, espaces « tampon »...) ;
- le dossier rappelle les orientations du projet d'aménagement et de développement durable du PLUi (axe 1 orientation n°3) et les modalités de prise en compte de l'avis de la MRAe concernant les zones humides ;
- les choix d'exclusion de certains secteurs reposent sur les sondages pédologiques effectués dans le cadre des inventaires 2019, sondages qui n'ont pas révélé des caractéristiques de zones humides sur les secteurs concernés ;
- l'évolution graphique conduit à retenir un total de 2 270 hectares correspondant à 236 zones humides (plus de 8 % de la superficie du territoire) contre 1 931 hectares dans le PLUi actuellement opposable, soit une majoration de 339 hectares ;

Rend l'avis qui suit:

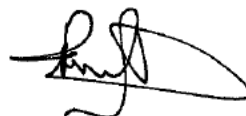
La révision allégée n°1 du PLUi de Loire-Longué n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de le soumettre à évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Nantes, le 6 octobre 2023
Pour la MRAe Pays de la Loire, par délégation



Daniel FAUVRE

Voies et délais de recours

Le présent avis peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

L'avis conforme de la MRAe rendu au titre de l'examen au cas par cas par la personne publique responsable ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; il ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, il est susceptible d'être contesté à l'occasion d'un recours dirigé contre l'acte approuvant ou adoptant le document de planification.

Où adresser votre recours gracieux :

Monsieur le Président de la MRAe
DREAL Pays de la Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44 263 NANTES Cedex 2